CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.993
25 août 2005

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 25 août 2005, à 10 h 15

Président: M. Masood KHAN (Pakistan)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 993^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Qu'il me soit permis de commencer par faire nos adieux à notre distinguée collègue, l'Ambassadrice Naéla Gabr, qui s'apprête à quitter Genève après avoir exercé, pendant trois ans, les fonctions de représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. Au cours de cette période, elle a représenté son Gouvernement avec un mélange d'autorité et de raffinement diplomatique. En dehors du domaine du désarmement, elle est aussi membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. L'Ambassadrice Gabr a joué un rôle actif dans les travaux de la Conférence du désarmement. En outre, elle a été, à Genève, chef de délégation à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2005. Elle a présidé le Groupe des 21, au nom duquel elle s'est aussi exprimée. Son dévouement à la cause du désarmement en général et ses interventions devant la Conférence du désarmement en particulier ont été très appréciés de tous les membres. Elle a été très en vue et active à la Conférence. L'Ambassadrice Gabr quitte Genève pour prendre de nouvelles et importantes fonctions au Caire, à savoir celles de vice-ministre des affaires étrangères chargée des affaires multilatérales. Madame Naéla Gabr, alors que vous vous apprêtez à accéder à de très éminentes fonctions au Caire, permettez-moi, au nom de la Conférence du désarmement et à titre personnel, de vous souhaiter succès et bonheur dans l'avenir.

Le colonel Francis Brossard, conseiller militaire auprès de la délégation française à la Conférence du désarmement, qui a travaillé au service de cette délégation au cours des quatre dernières années, est lui aussi sur le point de regagner son pays. Nous lui souhaitons le plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Deux orateurs sont inscrits sur la liste d'aujourd'hui: l'Ambassadrice d'Égypte, M^{me} Naéla Gabr, et l'Ambassadeur du Japon, M. Yoshiki Mine. L'Ambassadrice Gabr a la parole.

M^{me} GABR (Égypte) (traduit de l'arabe): Monsieur le Président, je vous remercie des paroles aimables que vous m'avez adressées et des efforts infatigables que vous faites à la présente session de la Conférence du désarmement.

Tout d'abord, qu'il me soit permis de remercier le Président en exercice et ses prédécesseurs qui ont dirigé nos travaux au cours des trois dernières années. Je voudrais également remercier le secrétariat et le Service de Genève du Département des affaires de désarmement, ainsi que mes chers collègues, ambassadeurs et membres de délégations avec lesquels j'ai noué d'étroites relations de travail et de coopération durant mon séjour à Genève.

Dans ma brève intervention, je ne vais pas répéter la position adoptée par l'Égypte dans le domaine du désarmement, car cette position a été maintes fois clairement affirmée, y compris lors de la séance du 15 mars, lorsque l'Égypte a fait une déclaration au nom du Groupe des 21, de celle du 23 juin, lorsque l'Égypte a fait une déclaration au nom du Groupe des États arabes et dans les diverses déclarations de la délégation égyptienne sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, ou encore

lors des réunions du Mouvement des pays non alignés et d'autres groupes. Cependant, j'aimerais tout de même vous donner un bref aperçu de mon expérience ici à Genève.

Je pense que le véritable problème auquel se heurte la Conférence est l'absence de volonté politique dans certaines capitales. Aucun progrès réel ne sera fait tant que les intérêts et priorités de tous les États ne seront pas pris en compte équitablement, car c'est là tout le sens du multilatéralisme. Lorsque nous parlons de droits de l'homme, nous parlons d'accepter et d'écouter autrui, ce qui constitue un droit de l'homme fondamental. Je pense que nous avons tous besoin d'apprendre les uns des autres. La Conférence du désarmement n'a pas réussi ce que d'autres organisations internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce, ont réussi en traitant simultanément et équitablement une multiplicité de thèmes. Je ne dis pas que l'OMC est une organisation idéale, mais elle parvient effectivement à traiter parallèlement toute une diversité de sujets. Cela demande beaucoup d'efforts, mais telle est la démarche qu'elle a suivie jusqu'à maintenant. Les organisations non gouvernementales jouent un rôle essentiel dans le domaine du désarmement et devraient être encouragées à participer et contribuer de façon à mettre en évidence la dimension humaine du désarmement et introduire de nouvelles conceptions de ces questions. La Conférence du désarmement doit émuler la Commission des droits de l'homme en tenant chaque année un débat de haut niveau permettant aux ministres des affaires étrangères de souligner l'importance politique de la Conférence et de faire progresser l'ordre du jour scientifique et technique.

Bien que déçue par l'impasse prolongée dans laquelle se trouve la Conférence, je suis encore suffisamment optimiste pour penser que les membres et observateurs de la Conférence continueront à reconnaître l'importance de cette instance, qui est l'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement.

L'ordre du jour de la Conférence ne doit pas être modifié, car il est le véritable fondement de nos travaux et rien ne doit être fait pour le contourner ou en éluder tel ou tel point, car cela nuirait au fragile équilibre qui a été trouvé, mais aussi à l'autorité de l'instance.

Je tiens à souligner l'importance et les avantages qu'il y a à encourager les femmes à participer à la diffusion d'une culture de paix, de désarmement et de limitation des armements et à la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales. L'expérience que nous avons vécue à Genève au travers du Mouvement international Susan Mubarak des femmes pour la paix et de ses travaux auprès des organisations internationales à Genève a été particulièrement utile en ce domaine.

Je voudrais remercier l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, son directeur et l'ensemble de son personnel, de même que le bureau de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Genève et son personnel.

L'attachement de l'Égypte à la paix repose sur la conviction et l'expérience, comme nous le réaffirmons chaque année depuis que l'Égypte a lancé l'initiative pour la paix de 1997. Notre vision du désarmement est donc sincère, comme l'ont démontré nos paroles et nos actes. Nos priorités doivent donc être prises au sérieux: nous demeurons attachés à la paix et à la sécurité régionales et internationales. Les liens que j'ai tissés avec vous et avec la Conférence ne seront pas rompus lorsque je prendrai mes fonctions de vice-ministre des affaires étrangères pour les

(M^{me} Gabr, Égypte)

affaires multilatérales. Je continuerai à suivre de près les questions touchant aux droits de l'homme et au désarmement, ainsi qu'aux relations avec les organismes des Nations Unies à Genève, New York et Vienne. J'ai hâte de vous voir tous au Caire et de poursuivre la coopération fructueuse que nous avons engagée ici. Je vous souhaite le plein succès, ainsi qu'à la Conférence.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie sincèrement l'Ambassadrice Gabr de sa déclaration et des paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. M. Yoshiki Mine, Ambassadeur du Japon, a la parole.

M. MINE (Japon) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, j'ai éprouvé un sentiment de profonde tristesse en écoutant la déclaration d'adieu de l'Ambassadrice Gabr, et j'aimerais remercier aussi bien l'Ambassadrice Gabr que le colonel Brossard de leur contribution à nos travaux.

Qu'il me soit permis de faire, pour votre information, quelques brèves observations à propos de la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, à laquelle j'ai assisté au Japon la semaine dernière.

Cette Conférence, qui se tient chaque année dans une ville japonaise différente, s'est déroulée cette année à Kyoto et avait pour thème «L'ONU 60 ans après, et les efforts renouvelés en faveur de la promotion du désarmement». Elle a été organisée conjointement par le Département des affaires de désarmement de l'ONU et par le Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, ainsi que par la ville et la préfecture de Kyoto. La Conférence a des objectifs multiples et offre aux experts du désarmement des quatre coins du monde une occasion précieuse de se retrouver et de discuter librement des questions de désarmement qui préoccupent la communauté internationale.

Cette année, le Japon était représenté par de hauts responsables gouvernementaux, des représentants des grands quotidiens et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des villes de Hiroshima et de Nagasaki; les éditions précédentes ont également vu la participation de membres de la Diète.

J'aimerais vous donner un aperçu des principaux sujets qui ont été abordés lors de cette Conférence. En premier lieu, la Conférence a réfléchi sur la dernière Conférence d'examen du TNP et, à la lumière de ses résultats, de nombreux participants ont souligné la nécessité de préserver l'autorité et la viabilité du TNP. Le problème posé par les trois pays non parties au TNP a également été abordé. L'attention a été appelée sur l'accord de coopération conclu récemment par les États-Unis et l'Inde concernant le cycle du combustible nucléaire civil. De fortes attentes ont été exprimées quant à la réalisation du désarmement nucléaire et, dans le contexte de la non-prolifération, l'importance du respect et le rôle de l'AIEA ont été soulignés. Le programme nucléaire iranien et le problème de la République populaire démocratique de Corée ont été abordés. De nombreux participants se sont montrés réticents à l'idée de préjuger des résultats des pourparlers à six, du fait de la complexité de la question. Les questions de dénonciation et d'améliorations institutionnelles du TNP et de son processus d'examen ont été abordées. La question de la réforme de l'ensemble du mécanisme des Nations Unies a été examinée, et certains participants ont une nouvelle fois exprimé leurs attentes dans la perspective

(M. Mine, Japon)

du prochain sommet de l'ONU à New York. Enfin, nous avons également examiné le problème des armes légères et de petit calibre.

Je crois que des rencontres qui permettent de partager et échanger des idées de toutes sortes, telles que la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, sont essentielles pour permettre aux parties intéressées d'examiner ensemble des questions de désarmement intéressant la communauté internationale. Le Japon continuera à appuyer l'organisation de telles manifestations et encourage vivement de nouveaux efforts en faveur des objectifs de désarmement et de non-prolifération.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur Mine de son importante déclaration. J'invite maintenant l'Ambassadeur de France, M. Rivasseau, à prendre la parole.

M. RIVASSEAU (France): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter, puisque nous approchons de la fin de votre présidence, pour la manière dont vous vous êtes acquitté de ces fonctions et de vous remercier pour les mots que vous avez adressés au colonel Brossard, conseiller de la mission française. Je voudrais également adresser tous mes vœux à notre amie M^{me} Gabr, qui part pour remplir une tâche extrêmement lourde au Caire. Nous lui souhaitons bonne chance, car le travail qu'elle fera là-bas nous bénéficiera à tous ici aussi.

Chers collègues, très brièvement je prends la parole pour évoquer les nouveaux sujets. L'an dernier, vous le savez, cette délégation avait travaillé avec un certain nombre d'autres délégations qui avaient exprimé un intérêt dans ce domaine et nous avons partagé le 5 août 2004, de manière informelle, avec l'ensemble de la Conférence, les principaux éléments présentés par les différentes délégations dans le cadre de cette réflexion informelle, sous forme d'un document officieux. Cette réflexion s'est poursuivie cette année. Le document du 5 août 2004 a été mis à jour et nous sommes heureux de partager à nouveau avec l'ensemble de la Conférence, dans les mêmes conditions informelles que l'an dernier, ce nouveau document officieux. Nous espérons que cette contribution informelle sera utile au succès de la Conférence et au consensus sur un programme de travail de cette instance.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur de France pour ses observations et les paroles aimables qu'il y adressées à la présidence.

La liste des orateurs est épuisée. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade? Si personne ne le souhaite, je vais faire quelques observations finales, mon mandat prenant fin aujourd'hui.

Le 7 juillet, alors que le Président en exercice, l'Ambassadeur Wegger Strømme, s'apprêtait à me transmettre le témoin, il a déclaré qu'il regrettait de devoir nous informer que la présidence n'avait reçu aucun signe de quelque délégation que ce soit indiquant que nous nous serions rapprochés d'une solution du problème d'un programme de travail de la Conférence et que le traitement de cet important problème en suspens devrait donc être transmis au futur Président.

Alors que la dernière séance sous présidence pakistanaise touche à sa fin, j'en suis réduit à faire un constat analogue. Il n'y a eu aucun progrès sur la question du programme de travail, et

(Le Président)

les coordonnateurs des groupes régionaux et les membres n'ont fourni aucune indication permettant de croire à la possibilité d'un progrès dans un proche avenir.

Au début de ma présidence, j'ai tracé les contours de mon action en invitant les États membres et les coordonnateurs des groupes régionaux à apporter des éléments de réflexion sur la question du programme de travail. J'ai également engagé des rencontres bilatérales et des consultations avec les anciens et futurs présidents.

Je n'ai reçu aucune contribution ou proposition de la part des États membres touchant le programme de travail. Cependant, une délégation a organisé des consultations informelles approfondies sur la possibilité de prolonger la durée du mandat des présidents de la Conférence. Lors de nos consultations présidentielles hebdomadaires, les groupes régionaux m'ont régulièrement indiqué qu'aucune nouvelle proposition n'avait été faite concernant le programme de travail. En dépit d'un climat convivial et collégial, les consultations bilatérales n'ont donné, elles non plus, aucun signe d'encouragement ni de progrès.

Je suis reconnaissant aux anciens et futurs présidents pour les conseils qu'ils m'ont apportés, notamment à l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. Tim Caughley, et à l'Ambassadeur de Pologne, M. Rapacki. J'ai également consulté l'Ambassadeur de la République de Corée, M. In-Kook Park.

Avant la présidence pakistanaise, l'Ambassadeur du Canada, M. Paul Meyer, m'a écrit pour me proposer d'organiser une deuxième série de débats structurés sur les quatre thèmes qui avaient été traités durant la présidence norvégienne. Cette proposition était éminemment raisonnable. L'Ambassadeur Meyer pensait que de tels débats pouvaient offrir des possibilités d'interactivité. Certains États membres avaient laissé au Président toute latitude pour organiser un dialogue interactif. Toutefois, d'autres n'étaient pas prêts à avoir si rapidement un nouveau débat sur ces sujets. J'ai le sentiment que personne n'est opposé à l'idée en soi et que, dans un proche avenir, un tel dialogue pourra être organisé, pour autant, comme le rappellent certaines délégations, que les fonctions d'organe de négociation qu'a la Conférence ne soient pas altérées.

Qu'il me soit permis d'évoquer certains des temps forts de nos travaux depuis le 11 juillet. Vingt déclarations ont été prononcées en séance plénière. La délégation du Royaume-Uni a informé les membres de la Conférence de la déclaration faite par le G-8 à Gleneagles sur la non-prolifération, indiquant notamment que les dirigeants considérés avaient reconnu le rôle que la Conférence du désarmement devait jouer dans la réalisation progressive de non-prolifération et de désarmement nucléaire et qu'ils l'avaient invitée à reprendre des travaux de fond.

La délégation norvégienne nous a informés d'une proposition émanant de sept ministres des affaires étrangères concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaire. Cette proposition n'a pas été examinée dans le cadre de la Conférence du désarmement.

La Fédération de Russie et la Chine ont informé la Conférence de leurs efforts en matière de prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elles lui ont fait savoir qu'elles organisaient une réunion ouverte à tous sur la question, qui a eu lieu le 16 août.

(Le Président)

S'exprimant au nom de la Suisse et de la France, la délégation suisse a proposé un débat sur la question des infrastructures sensibles, cette question intéressant directement les travaux de la Conférence.

À l'occasion du soixantième anniversaire de l'utilisation de la bombe atomique contre le Japon, un message du Bureau international de la paix a été distribué aux États membres de la Conférence.

Les Messagers de paix de Nagasaki, ainsi que des citoyens et étudiants de la ville de Nagasaki, ont assisté à notre séance plénière du 18 août. Dans une pétition adressée au Secrétaire général de l'ONU, des milliers d'étudiants de Nagasaki et de Hiroshima ont réclamé l'abolition de l'arme nucléaire.

Nous avons accueilli trois nouveaux ambassadeurs: l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Bernhard Brusack, l'Ambassadeur de Bulgarie, M. Petko Draganov, et l'Ambassadeur de l'Équateur, M. Juan Carlos Faidutti Estrada. Nous avons fait nos adieux à six ambassadeurs: l'Ambassadeur de Bulgarie, M. Dimiter Tzantchev, l'Ambassadrice du Pérou, M^{me} Elizabeth Astete Rodríguez, l'Ambassadeur de Slovaquie, M. Kálmán Petőcz, l'Ambassadeur de Hongrie, M. Tibor Tóth, l'Ambassadeur de Finlande, M. Markku Reimaa, et l'Ambassadrice d'Égypte, M^{me} Naéla Gabr.

Nous sommes reconnaissants au secrétariat d'avoir publié les documents des séances tenues du 23 juin au 7 juillet, qui renferment les comptes rendus définitifs des débats consacrés aux quatre questions principales, à savoir le désarmement nucléaire, les matières fissiles, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité négatives. Plusieurs délégations pensent qu'un examen approfondi de ces documents peut nous aider à identifier certains éléments sur lesquels fonder nos futurs travaux dans ces différents domaines.

La prochaine présidence coïncide avec la période au cours de laquelle nous devons préparer le rapport de notre session annuelle à soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce travail appellera une réflexion attentive et une démarche collective.

L'Ambassadeur du Pérou, M. Manuel Rodríguez-Cuadros, qui sera notre prochain Président, présentera demain ses lettres de créance au Directeur général, M. Ordzhonikidze, après quoi je m'entretiendrai avec lui des modalités de transfert des responsabilités.

J'ai entamé mon mandat de président de la Conférence du désarmement dans un esprit d'ouverture et avec l'intention d'explorer toute idée susceptible de débloquer la situation. J'ai encouragé chacun à nous faire part de ses réflexions de façon formelle ou informelle. Il existe parmi les États membres de la Conférence un profond désir d'aller de l'avant, mais le problème est de savoir comment traduire ce désir en un plan d'action concret. L'imbroglio procédural ne pourra être résolu d'un coup de baguette magique. Une direction politique doit être donnée pour nous permettre de commencer nos travaux.

La Conférence vit une période difficile. Les propositions vont de sa réactivation à son démantèlement, en passant par sa suspension. Le jury délibère encore. Après avoir consulté un grand nombre d'ambassadeurs de tous horizons, j'ai le sentiment qu'il existe un vif désir de

(Le Président)

préserver et promouvoir la Conférence du désarmement en tant qu'instance de négociation sur le désarmement et d'en assurer la pérennité et l'efficacité. En raison de l'impasse politique actuelle, les délégations recherchent une nouvelle alchimie susceptible de leur donner la bonne formule pour commencer à travailler dans cette instance. Le savoir-faire et les conditions nécessaires sont réunis. Ce qu'il nous faut, c'est mettre sur la table des négociations tous les points de l'ordre du jour sur lesquels il y a accord et commencer à négocier, au lieu de discuter de la taille et de la forme de la table.

Je voudrais remercier l'Ambassadeur de Chine, M. Hu Xiaodi, l'Ambassadeur de Turquie, M. Türkekul Kurttekin, l'Ambassadeur du Bélarus, M. Sergei Aleinik, et l'Ambassadeur du Kenya, M. Philip Richard Owade, pour l'appui qu'ils m'ont accordé en tant que coordonnateurs régionaux. Je voudrais remercier tout particulièrement l'Ambassadeur d'Italie, M. Carlo Trezza, qui a été le premier à me contacter pour me faire part de ses précieuses réflexions sur les travaux de la Conférence. Je remercie également l'Ambassadeur Yoshiki Mine pour l'abondant travail qu'il a réalisé durant cette période.

M. Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence, a toujours prodigué ses conseils, ce dont je lui suis très reconnaissant. Je remercie M. Enrique Román-Morey d'avoir appuyé la présidence, que ce soit lors des consultations ou lors de la préparation des notes informant les délégations de la tenue de séances. Sa contribution a été remarquable. Le Secrétaire général dispose ici d'une équipe formidable. Je remercie en particulier M. Jerzy Zaleski, spécialiste des questions politiques, et M. Valère Mantels, qui nous ont apporté une aide et un appui constants. D'autres collaborateurs du Département des affaires de désarmement ont également travaillé en coulisses. Je les remercie tous. Enfin, nous n'oublierons pas les interprètes, sans l'aide desquels nous n'aurions pas pu faire connaître nos points de vue et qui ont fait un excellent travail, comme d'habitude.

Un éminent ambassadeur, au cours d'une conversation récente avec moi, a employé la métaphore du «bateau ivre». Il ne doit pas en être ainsi de la Conférence, et son Président ne doit pas être le capitaine d'un tel navire. Ce n'est pas en multipliant artificiellement les activités que nous relanceront le processus, mais bien en trouvant la volonté politique de le faire. Le Président s'efforce de réunir tout ce que les États membres ont de volonté, mais le résultat ne peut dépasser la somme de ces volontés.

Cela a été pour le Pakistan un grand honneur et un réel privilège que de présider les séances de la Conférence du désarmement. Le Pakistan appuie pleinement les objectifs de désarmement et de non-prolifération nucléaires que s'est fixés la communauté internationale. Notre résolution demeure intacte. La paix et la sécurité du monde sont des objectifs qui transcendent les batailles de procédure, aussi héroïques puissent-elles nous paraître. La Conférence a le devoir de sauver la planète d'une course aux armements dangereuse et d'assurer aux citoyens du monde un avenir sûr.

Nous devons nous demander pourquoi nous nous réunissons ici semaine après semaine, mois après mois, année après année. Il existe une vocation et un objectif plus nobles: préparer le monde au désarmement nucléaire et enrayer la dissémination des armes de destruction massive. Nous devons remplir cette mission.

(Le Président)

L'Ambassadeur du Kenya me prie de faire l'annonce suivante. Le Groupe des 21 se réunira dans cette salle immédiatement après notre séance plénière.

Il ne me reste qu'à souhaiter à mon successeur, l'Ambassadeur du Pérou, M. Manuel Rodríguez-Cuadros, le plein succès durant son mandat.

Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui, à moins qu'une délégation souhaite prendre la parole à ce stade. Je ne pense pas que cela soit le cas.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 1^{er} septembre 2005, à 10 heures, dans cette salle.

La séance est levée à 10 h 40.